

MARDI 18 JUIN 2019

L'ECONOMISTE



LE PREMIER QUOTIDIEN ECONOMIQUE DU MAROC

EDITORIAL

Grève

LES Marocains ont, depuis 50 ans au moins, de bonnes raisons de descendre dans la rue, de s'indigner contre une offre de santé publique désastreuse. Ils ne le font pas, sans doute par résignation ou parce qu'ils continuent de caresser le doux rêve de voir un jour un gouvernement finir par décrocher le Graal des réformes. En lieu et place de ce qui devrait être un vrai débat sur les urgences, l'unique spectacle qu'offre aujourd'hui ce secteur, c'est celui de grèves étudiantines sur fond de rivalités idéologiques, et soupçons de manipulations politico-islamistes, privé-public. Un spectacle où le poids des mots et la portée du raisonnement peuvent passer pour des positions dogmatiques d'un autre âge. Que l'on s'entende bien. Nous ne pouvons pas cautionner les grèves des étudiants en médecine. En tout cas pas lorsque le débat est posé en ces termes.

En médecine, comme pour d'autres disciplines, la crise de l'enseignement est un sujet publico-public. Elle ne peut être traitée qu'en soignant ses tares originelles et non en faisant du privé la victime expiatoire. En dépit des critiques formulées à son égard, le privé n'est qu'un révélateur des dysfonctionnements du public. Dès lors, il viendrait seulement accélérer un processus de restructuration interne inévitable pour lui permettre, idéalement, après émulation, d'abandonner ses archaïsmes. Aujourd'hui, cette réalité est pourtant peu audible. Les seuls bruits à résonner sont ceux de cahiers revendicatifs vagues, incertains, confus. Lesquels s'exposent dans la foulée à une grande défiance chez l'opinion publique. Et lorsqu'un consensus s'y dégage, c'est avant tout pour récuser les facultés privées de médecine. Pas assez pour doper la popularité d'une grève. □

Mohamed BENABID

Facultés de médecine Otages de bisbilles islamistes

APRÈS une longue période de négociations, place à la fermeté. Le gouvernement ne compte plus faire de concessions en faveur des étudiants en médecine. De leur côté, les étudiants grévistes continuent leur boycott des examens et des stages hospitaliers. Leur principale revendication: interdire aux lauréats du privé l'accès aux concours de rési-

• **Boycott des cours et des stages depuis 3 mois**

• **Gouvernement et étudiants grévistes ne désarment pas**

danats publics. Or eux-mêmes sont à 65% issus de lycées privés... La sortie du porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi, accusant explicitement Al Adl-Wal Ihsane d'infiltrer le mouvement, ne fait pas l'unanimité des membres du bureau politique du PJD. Des critiques ont également ciblé les sanctions prises par Amzazi contre trois professeurs de médecine. □

Voir Compétences & RH

Le plan Azur «largue» 4 stations

• **Saïdia et Taghazout absorbent 25 et 75% des capacités**

• **Tendance mondiale: Le culturel prend le dessus sur le balnéaire**



Voir Analyse pages 3 & 4



Mouna Sqalli

Travail: Transmettre d'une génération à l'autre

Voir pages 20 & 21

■ **Maroc Telecom: La cession de 6% bouclée**

Voir page 15

■ **Les polycliniques CNSS toujours en réanimation**

Voir page 2